

## La quasi-disparition du Timor-Oriental

La série de déjeuners-causeries de 1999-2000 fut lancée avec le récit d'événements effrayants qui se sont déroulés au Timor-Oriental avant et après le référendum parrainé par l'ONU dans le cadre duquel l'indépendance a été largement plébiscitée par le peuple. Kerry Pither, porte-parole national du Réseau d'alerte pour le Timor-Oriental, qui a visité ce pays au mois d'août accompagné d'une délégation parrainée par le Congrès du travail du Canada, a parlé de la complicité de longue date du Canada et d'autres pays dans l'oppression du Timor-Oriental par l'Indonésie. M. Walter Dorn, un Canadien agrégé supérieur de recherche à l'Université Cornell qui a joué le rôle d'agent électoral pour les Nations Unies au Timor-Oriental l'été dernier entre les mois de juin et août, a décrit les atrocités commises par la milice sous la protection de l'armée indonésienne et dont a été victime la population timoraise.

M<sup>me</sup> Pither a signalé que la première visite de l'ancien président Suharto au Canada a eu lieu en 1975, peu de temps avant que l'Indonésie envahisse l'ex-colonie portugaise. Plusieurs mois après l'invasion, sur une population de 690 000 personnes, 60 000 Timorais avaient déjà été tués. Pendant que le Canada et d'autres pays fermaient les yeux sur la situation, l'armée indonésienne a pu écraser la résistance et environ 100 000 colons y ont été installés afin d'affaiblir la population autochtone. En moins de cinq ans, plus de 250 000 personnes - soit un tiers de la population avant l'invasion - ont disparu après avoir été assassinées ou avoir succombé aux effets de la maladie et de la famine qu'avait entraînées l'invasion. »

Après avoir vécu de cette façon pendant plus de 23 ans, il n'est guère surprenant que 78 % des habitants aient voté en faveur de l'indépendance.

Entre la rencontre de Suharto avec le premier ministre Trudeau en 1975 et sa présence à la réunion de l'APEC organisée par le premier ministre Chrétien à Vancouver en 1997 pendant laquelle s'est déroulé l'incident hypermédiatisé du gaz poivré, le Canada a offert à l'Indonésie un important soutien « diplomatique, militaire, économique et financier ». Les entreprises canadiennes ont prospéré en Indonésie. Aux yeux de M<sup>me</sup> Pither, qui travaille avec le Réseau d'alerte pour le Timor-Oriental depuis huit ans, le soutien accordé à l'Indonésie par le Canada était « tout à fait inopportun », vu l'oppression de la population timoraise par cette dernière.

Elle affirme que cette politique a été maintenue jusqu'au bout. Pour elle, « le Canada a refusé de condamner le rôle très évident de l'armée indonésienne dans la campagne violente menée par cette dernière pour renverser les résultats du vote, et de réclamer

publiquement l'intervention de la communauté internationale, tant que les autres pays du monde n'avaient pas commencé à le faire. »

Pendant que des groupes comme le Réseau d'alerte demandait l'intervention des casques bleus, des membres du personnel de l'ONU qui étaient sur le terrain, comme Walter Don, qui avait étudié la question à savoir s'il aurait été possible de prévoir et de prévenir le génocide commis au Rwanda, faisaient des recommandations urgentes dans ce même sens. « J'ai personnellement supplié les dirigeants de faire intervenir des gardiens de la paix », expliqua M. Don. Il a insisté sur le fait que ses expériences au Timor-Oriental l'avaient profondément marqué mais qu'en même temps, il avait l'impression d'avoir maintenant davantage de ressort.

M. Don raconta qu'on l'avait accusé d'être un espion en raison de ses efforts pour trouver des endroits appropriés pour organiser l'inscription des électeurs. Lui et d'autres agents électoraux ont dû prendre des mesures pour contrecarrer les efforts de membres de la milice du Timor-Occidental pour se faire inscrire sur la liste électorale. Dans une église où il avait fait inscrire des Timorais, environ 200 personnes - le nombre exact n'avait toujours pas été établi au moment où M. Don nous relatait des faits - ont ensuite été assassinées : les prêtres ont reçu des balles et les agresseurs ont lancé des grenades dans l'église.

De l'avis de M. Don, comme nous avons payé chèrement le retard accusé pour envoyer au Timor-Oriental des gardiens de la paix - ils ne sont intervenus qu'après que le gouvernement indonésien avait autorisé leur présence - il était clair qu'il fallait tout de suite procéder à la création d'une force d'intervention rapide pour être en mesure de réagir à l'avenir à toute situation d'urgence.